

**ACCORD-CADRE N°26A06 PORTANT SUR LA MISE A DISPOSITION
DE CONTENANTS, LA COLLECTE, LE TRANSPORT ET LE
TRAITEMENT DES DÉCHETS POUR L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP) – D3E**

**LOT n°3 : Mise à disposition de contenants, collecte,
transport et traitement des déchets d'équipements
électriques et électroniques (DEEE) sur les sites de
l'Université de Lorraine**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESTATION.....	2
1.1 - Présentation du contrat	2
1.2 – Volumes et lieux d'exécution	2
1.3 - Déchets concernés	2
ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	3
2.1 – Fréquence d'enlèvement.....	3
2.2 – Demande d'enlèvement	3
2.3 – Collecte des déchets	3
2.3.1 – Organisation de l'enlèvement.....	3
2.3.2 – Contenants	4
2.3.3 – Cas particulier : collecte des batteries	4
2.4 – Justificatif de passage	4
2.5 – Comité de suivi.....	4
2.6 – Réunion annuelle	4
2.7 – Statistiques	5
2.8 – Accompagnement aux bonnes pratiques.....	5
ARTICLE 3 – TRAITEMENT DES DECHETS	5
3.1 – Modes de traitement.....	5
3.2 – Batterie.....	6
ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS	6

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESTATION

1.1 - PRESENTATION DU CONTRAT

La consultation a pour objet la mise à disposition de contenants, la collecte, le transport, et le traitement des déchets pour l'Université de Lorraine.

Le présent cahier des clauses techniques particulières concerne spécifiquement le lot n°3 : la mise à disposition de contenants, la collecte, le transport et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), générés par les activités d'enseignement, de recherche ou de fonctionnement de l'Université de Lorraine.

L'ensemble des prestations détaillées devra être assuré conformément à la réglementation en vigueur applicable à cette catégorie de déchets.

1.2 – VOLUMES ET LIEUX D'EXECUTION

L'Université de Lorraine est répartie sur plus de cinquante sites. Tous ne sont pas générateurs de déchets D3E. La liste des sites concernés avec leur adresse et la personne référente pour chaque site est donnée en annexe du présent CCTP (« Annexe 1 au CCTP lot 3 Liste des sites concernés »). Cette liste est susceptible d'évoluer au cours du marché, le titulaire en sera informé.

Il est précisé que les estimations sont données à titre informatif et ne constituent pas un engagement de l'Université. En raison de la nature des prestations, les volumes de déchets produits sont susceptibles de varier d'une année sur l'autre.

A titre d'information, le volume de D3E produits pour **l'année 2025 est estimé à 35 tonnes.**

1.3 - DECHETS CONCERNES

Catégories	Détails
Ecrans, moniteurs et consommables	Ecrans de PC, télévisions, consommables d'impression, piles, et ampoules...
Matériels et périphériques informatiques hors écrans	Ordinateurs, imprimantes, copieurs, souris et autres périphériques...
Matériels audiovisuels hors écrans	Vidéoprojecteurs, TBI, totems, caméras, micros, lecteurs DVD, appareils photo...
G.E.M. froid	Gros électroménager : réfrigérateurs, congélateurs...
G.E.M. hors froid	Gros électroménager : machines à laver, fours...
P.A.M	Petits appareils mélangés : fax, téléphones...
Matériels scientifiques	Autoclaves, spectrophotomètres...
(plus rarement) Batteries isolées : non intégrées à un équipement	Batteries d'onduleur, batteries nues, cas particuliers : batteries ouvertes ou issues d'expérimentation, batteries atypiques liées à un équipement de recherche...

Le titulaire enlèvera également les petits déchets de type piles, ampoules, cartouches, toner, etc. A cet effet, il pourra installer des ilots de tri pour ces éléments pour chaque composante, ilots qui seront adaptés à la configuration des lieux, et validés par l'Université.

Chaque site demandera un ilot par composante, (un site pouvant contenir plusieurs composantes), et ces contenants seront fournis à titre gratuit.

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

2.1 – FREQUENCE D'ENLEVEMENT

La fréquence d'enlèvement est estimée à une à **2 fois par an pour les petits sites et 3 fois par an pour les sites plus denses**. Exceptionnellement un déménagement ou un réaménagement des locaux peut justifier la demande d'un enlèvement sur site supplémentaire.

Dans le cadre de réponse technique, les prix indiqués au Bordereaux des Prix Unitaires correspondent à une **fréquence de 1 à 3 collectes par an et par site**.

À compter de la 4^{ème} collecte annuelle par site, le titulaire pourra appliquer un forfait supplémentaire au titre du transport qu'il aura indiqué au Bordereaux des Prix Unitaires.

2.2 – DEMANDE D'ENLEVEMENT

Dans tous les cas, le titulaire sera amené à se déplacer pour un **volume qui ne saura être inférieur à 1 m3**.

L'Université de Lorraine assure le regroupement des D3E par bâtiment ou site et le stockage provisoire en fonction des locaux disponibles.

Avant chaque collecte, l'Université enverra une estimation des volumes et de la nature des D3E à enlever. La prestation sera confirmée d'un bon de commande si la prestation est facturée. En cas d'enlèvement gratuit, aucun bon de commande ne sera envoyé. Le délai d'enlèvement des D3E est fixé d'un commun accord entre le responsable du site concerné et le titulaire. Toutefois, l'Université se réserve la possibilité d'exiger un délai maximal de 10 jours ouvrés pour réaliser l'enlèvement des D3E à compter de la date de réception du bon de commande. En cas de retard, l'Université pourra appliquer les pénalités prévues au CCAP.

Un responsable de l'enlèvement est désigné sur chaque site. Il sera l'interlocuteur du prestataire pour l'organisation de l'enlèvement.

2.3 – COLLECTE DES DECHETS

2.3.1 – ORGANISATION DE L'ENLEVEMENT

Le prestataire prend contact avec le responsable de site qui lui indiquera les locaux où sont stockés les matériels à enlever. Ils définiront ensemble les emplacements, la capacité et le nombre de contenants nécessaires ainsi que le planning de l'enlèvement.

Sur quelques sites, les locaux de stockage peuvent se trouver à l'étage. Pour ces sites, le titulaire et le responsable du site détermineront d'un commun accord le temps nécessaire pour procéder à l'enlèvement dans les étages.

En fonction des volumes de déchets à collecter le véhicule de transport devra être adapté.

Conformément à la réglementation en vigueur, un protocole de chargement et de déchargement sera établi sur les sites de l'Université de Lorraine et devra être à disposition dans les véhicules de transport du prestataire.

Le prestataire est invité à prendre en compte tous les paramètres pouvant avoir une incidence sur le déroulement d'une tournée :

- La largeur des accès ;
- Le trajet sur le site (circulation interne) ;
- La distance éventuelle entre les points de stockage et les endroits de stationnement envisageables ;
- Les heures d'enlèvement ;
- Les difficultés inhérentes aux sites, aux lieux, aux accès, aux abords, à l'organisation et au fonctionnement de l'Université de Lorraine.

2.3.2 – CONTENANTS

Le titulaire s'engage, sur demande de l'Université de Lorraine, à mettre à disposition :

- Des contenants permanents afin de faciliter le stockage et l'enlèvement des déchets.
- Des contenants ponctuels, sur demande, pour préparer l'enlèvement des déchets.

La durée de la mise à disposition est fixée par l'Université et peut être variable selon les besoins des sites et la nature de l'enlèvement (elle peut varier d'une journée à une semaine, au-delà des déchets seront stockés dans des contenants permanents proposés par le titulaire).

2.3.3 – CAS PARTICULIER : COLLECTE DES BATTERIES

À titre exceptionnel, certains laboratoires ou composantes peuvent détenir des batteries atypiques, notamment en raison de leurs dimensions non standard, de leur état (batteries ouvertes) ou de leur utilisation dans un cadre expérimental.

Ces batteries nécessitent des modalités spécifiques de prise en charge et d'évacuation.

Le candidat décrit, dans le Cadre de Réponse Technique et Financier, le mode opératoire proposé pour la collecte de ces batteries.

2.4 – JUSTIFICATIF DE PASSAGE

Un certificat de destruction des encombrants ainsi qu'un Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) pour les D3E seront transmis à l'Université avec la facture de la prestation.

Pour les déchets dangereux, ce bordereau est dématérialisé et les informations sont à déclarer dans le système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets Trackdéchets.

2.5 – COMITE DE SUIVI

L'Université mettra en place un comité de suivi pour garantir la bonne exécution du contrat. Le titulaire peut contacter ce comité en d'adressant à l'adresse suivante : dn-marche-d3e-suivi@univ-lorraine.fr

2.6 – REUNION ANNUELLE

L'Université se réserve la possibilité d'organiser annuellement une réunion avec le titulaire.

Ces réunions auront notamment pour objet :

- D'analyser les dysfonctionnements, les accidents, les incidents ;
- De collecter les informations utiles à la prévention des risques pour décider et planifier des actions correctives ;
- De signaler toute anomalie constatée lors de la collecte ;
- De suivre les volumes collectés, la qualité du tri effectué.

2.7 – STATISTIQUES

Le titulaire est tenu de transmettre, de manière trimestrielle et pendant toute la durée du contrat, un rapport statistique détaillé relatif aux prestations réalisées, à l'adresse mail suivante : dn-marche-d3e-suivi@univ-lorraine.fr

Ce rapport devra permettre à l'Université de Lorraine de disposer, a minima, des éléments suivants :

- Les quantités enlevées par type de déchets (en m3 ou en tonnes), et par site de production (ceux détaillé à l'annexe du CCTP). **Il est demandé que le rapport distingue les déchets relevant du matériel numérique des autres catégories de D3E ;**
- Le nombre de déplacements effectués ;
- Une analyse de la qualité du tri et des propositions d'amélioration du tri et de l'organisation des collectes site par site ;

Le titulaire peut, s'il en a la capacité, proposer un bilan annuel précisant le devenir des déchets collectés à l'Université. Ce bilan précise, pour chaque type de D3E, le mode de traitement final (réemploi / réutilisation, recyclage, valorisation énergétique, élimination).

En l'absence de fourniture de ce bilan dans les 6 jours ouvrés après la demande, le titulaire encourt les pénalités afférentes prévues au CCAP.

En plus de la communication des statistiques, lorsque le titulaire dispose d'un outil numérique dédié au suivi statistique des prestations, il met à disposition de l'Université un accès à cette plateforme en ligne permettant la consultation des données de reporting pendant toute la durée du marché.

2.8 – ACCOMPAGNEMENT AUX BONNES PRATIQUES

Il sera souhaité que le titulaire propose pendant toute la durée d'exécution du marché des campagnes de sensibilisation au tri pour l'ensemble du personnel, et plus spécifiquement des agents impliqués dans la gestion ou la manipulation des D3E.

Notamment, le prestataire s'engage à mettre en place des actions de communications (support d'information de tri) pour accompagner et sensibiliser les usagers dans leur acte de gestion de déchet au quotidien.

ARTICLE 3 – TRAITEMENT DES DECHETS

3.1 – MODES DE TRAITEMENT

Le candidat proposera une description détaillée du processus de l'enlèvement jusqu'au traitement des déchets. Cette description permettra d'avoir une connaissance précise de la qualité globale de la prestation en termes d'organisation, d'hygiène, de manutention et de respect de l'environnement.

Le candidat précisera, dans l'annexe dédiée, ses engagements relatifs à l'orientation des flux de déchets D3E et fournira l'ensemble des justificatifs permettant d'en attester.

Le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;

3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

La valorisation ou l'élimination des déchets collectés lors de l'exécution du présent marché est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

3.2 – BATTERIE

Il est précisé que, conformément à l'article 70 du règlement batterie 2023/1542, il est interdit de valoriser énergétiquement ou d'éliminer les batteries. Le terme « batterie » recouvre également les piles portables.

ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

En cas de nouvelle réglementation imposant de modifier les conditions de collecte et de gestion des déchets, les parties conviennent de se rencontrer pour définir, par avenant, les conditions techniques, administratives et financières de mise en œuvre de la nouvelle réglementation.